



Rwanda a guerre sans fin

Quatre ans après le génocide des Tutsi, les assauts de la rébellion hutu : le nord-ouest du pays des mille charniers replonge dans la violence

de notre envoyé spécial Vincent Hugué

Pas de cris. Guère de larmes. Mais des visages figés, des regards éteints, indéchiffrables, aussi béants que la fosse commune creusée dans ce cimetière de Gisenyi, épice de la sale guerre qui, près de quatre ans après le génocide de 1994, ensanglante à nouveau le nord-ouest du Rwanda. Ce 21 janvier, le gros bourg frontalier de l'ex-Zaïre, posé sur la rive du lac Kivu, enterre les cadavres calcinés d'une vingtaine des 34 employés de la Bralirwa, massacrés deux jours plus tôt après que l'autocar qui les emmenait à la brasserie fut tombé dans l'embuscade tendue par un commando de tueurs hutu.

Depuis lors, trois versions courent le pays des Mille Collines, des mille charniers, des mille rumeurs. La première, fondée sur le récit d'un rescapé, a quelque chose de rassérénant : sommés par les assaillants de décliner leur identité ethnique, les salariés s'y se-

raient refusés, scellant ainsi leur sort. A en croire d'autres sources, les « infiltrés » ont mitraillé puis incendié le véhicule sous l'œil complice, voire les bravos, des villageois du voisinage. Lesquels auraient, selon le scénario le plus funeste, traqué machette à la main les survivants en fuite. Que croire ? Comment savoir ce qu'éprouve celui qui, à l'heure des funérailles, brandit une pancarte dictée par les autorités, invitant à « lutter ensemble pour la paix et l'unité » ? Et que ressentent, en plein pays hutu, les paysans contraints, sous escorte militaire, de sacrifier les bananiers plantés en bord de route – donc leur gagne-pain – histoire de priver de planque les embusqués ?

La scène se passe le soir même du drame dans un hôtel de Ruhengeri, autre haut lieu de cette bataille de l'ombre. Tandis qu'une séance de travail réunit le ministre de l'Intérieur, le préfet et le commandant de la brigade, deux jeunes officiers de l'Ar-

en libérer les frères hutu détenus, « héros » de l'holocauste inachevé : le temps n'est plus aux accrochages, mais à la guerre. Pour preuve, les maisons désertées – toits effondrés, murs noircis par les flammes – le long de la route de Gisenyi, que seules animent encore les patrouilles de l'APR. Témoin aussi l'hôpital de Ruhengeri, que tient à bout de bras un infatigable trio de médecins français : le fantassin de l'APR à l'abdomen déchiqueté par un éclat de grenade y côtoie la gamine dont une balle perdue a fracassé le crâne.

Le bastion des fanas du hutu power

On est loin des brèves incursions menées naguère à partir du Kivu zaïrois. Depuis mai 1997, les ex-soldats des Forces armées rwandaises (FAR), enfoncées en 1994, et les miliciens interahamwe opèrent en force. « Parfois à plus d'un millier », concède un conseiller du général Paul Kagame, vice-président et ministre de la Défense. De fait, le retour massif des réfugiés, corollaire du démantèlement brutal des camps hutu de l'Est zaïrois, aura hâté le rapatriement de maints nostalgiques du génocide. En prêtant main-forte à Laurent-Désiré Kabila, tombeur du peu regretté Mobutu, Kigali avait alors cru nettoyer le glacis des revanchards. Il n'en fut rien : après une errance exténuante, les plus agueris ont reparu de part et d'autre de la frontière, notamment dans le Masisi, le Nord-Kivu et la région des volcans, se fondant volontiers parmi les civils des communes rurales. Il est vrai que le Nord-Ouest rwandais fut toujours le bastion des fanas du *hutu power*. Le défunt Juvénal Habyarimana y a vu le jour, de même que les va-t-en-guerre de l'akazu, le clan dont il fut l'otage. C'est dans les environs de Gisenyi et de Ruhengeri que sa Garde présidentielle (GP) ou la Coalition pour la défense de la démocratie (CDR), ramassis d'extrémistes, recrutaient leurs nervis. Tandis que les cerveaux des pogroms anti-Tutsi y trouvèrent une inépuisable main-d'œuvre. A l'évidence, le pouvoir se sent ici en terrain rebelle. Au point qu'il a dû se résoudre à nommer, puis confirmer au poste de préfet de Ruhengeri, Boniface Rucagu, ancien député de l'ex-parti unique, inscrit – par erreur, affirme-t-on – au 120^e rang de la liste noire des génocidaires et membre fondateur parmi d'autres de la station RTLM, surnommée à juste titre « Radio-Machette ».

La rébellion s'aventure parfois ...



Le 21 janvier on inhumait les employés de la brasserie Bralirwa massacrés par les Hutu.

Ci-contre, l'un des rescapés de l'hôpital de Gisenyi. Ci-dessous, l'autocar dans lequel a eu lieu le massacre, le 19 janvier. Trois versions différentes de cette embuscade courent le pays.

mée patriotique rwandaise (APR), atablés à la terrasse, évoquent de bière en bière le football, la vie de famille et l'Algérie. Soudain, ils lèvent le camp : on vient de leur annoncer par radio l'attaque, non loin de là, de la maison d'un pasteur... Minibus rafalés dont les passagers périssent brûlés vifs, réfugiés tutsi massacrés par centaines au camp de Mudende, assiégé par deux fois en quatre mois, civils et fonctionnaires locaux mutilés avec une effarante cruauté, prisons et cachots communaux pris d'assaut pour

PHOTOS : P. KULLMANN-ZONE SPICULUS/OSMOB



Lors des funérailles, les pancartes parlent de paix, les visages crient la haine.



Une patrouille de l'Armée patriotique rwandaise, près de Gisenyi.

... hors de ses fiefs. Les raids menés dans la préfecture de Gitarama, voisine de la capitale, entretiennent une psychose qui a culminé à Noël : la rumeur prédisait alors la chute de Kigali sur fond de messe de minuit. Nul dessein politique n'anime les infiltrés. Ils n'ont d'autre projet que d'achever la mortelle besogne entreprise en 1994, comme l'attestent les tracts signés du Peuple armé pour la libération du Rwanda (Palir), mouvement fondé l'année suivante dans les camps zaïrois, théâtres d'un endoctrinement intense et violent. Depuis lors, la rhétorique n'a pas varié d'un iota : forts de notre suprématie démographique, nous chasserons par les armes l'imposteur

tutsi, promis à l'extermination... Reste l'énigme d'un commandement dont nul ne connaît la structure, même si l'on cite à Kigali le nom de l'ex-patron de la GP Léonard Nkundiye, l'un des orchestrateurs zélés du génocide. Et même si d'anciens officiers de Mobutu ont repris du service. Soldats fidèles au régime déchu, miliciens, volontaires, pillards : l'armée des insurgés manque peut-être de stratèges, mais pas de bras. Promu récemment chef d'état-major de l'APR, le colonel Kayumba, expert chevronné du renseignement militaire, estime à 15 000 ses effectifs. Au besoin, les rebelles recourent au recrutement forcé. « Les plus visés ? Les ex-FAR revenus au vil-

lage, avance un juriste de Ruhengeri. Repérés, ils sont contraints sous peine de mort de rejoindre leur corps d'origine. Et personne n'échappe au racket, alimentaire ou financier. De gré ou de force, le paysan doit nourrir les insurgés et leur verser, à l'échéance fixée, la somme exigée. »

On peut, bien sûr, à l'unisson des optimistes, parier sur l'usure d'une guérilla sans alliés, arguer que le Sud-Kivu échappe désormais à son emprise ou déceler dans la dérive terroriste dont témoigne le drame de la Bralirwa un aveu d'échec. De là à évoquer, comme le fit voilà peu, à Bruxelles, Paul Kagame, un « conflit de basse intensité »... « Ce sera un combat de longue haleine, nuance-t-on dans son entourage. Déjà, il mobilise hélicoptères, chars et armement lourd. Mais aussi, depuis août dernier, des unités mobiles à pied, plus à même de pourchasser la guérilla. » Pour autant, le haut commandement de l'APR, touché par deux remaniements successifs, peine à trouver la parade. Et il lui faut encore effacer l'effet, dévastateur pour son image, de la débâcle de Mudende, lorsque, le 11 décembre 1997, les soldats affectés à la défense du camp de réfugiés avaient fui sans combattre la horde des assaillants, épaulés par les paysans du cru. Mais il y a bien plus grave que cette piteuse retraite : les représailles aveugles infligées aux civils hutu, « collabos » réels ou supposés, au risque de les jeter dans les bras de l'ennemi. « Pour chacun des nôtres tué, on en liquidera 100 », confiait récemment un officier de l'APR. Ici, l'assassinat de deux sous-officiers dé-

Le syndrome algérien

Il est toujours hasardeux d'esquisser un rapprochement entre deux conflits d'essence différente. Reste que l'Algérien, la Kabylie, des milices civiles, équipées sinon encadrées par l'armée, émergent non seulement de chaque maison, mais aussi de la campagne. Le discours du colonel Kayumba, chef d'état-major de l'APR, l'exacte réplique au mot près, de l'an-

tiennne favorite des hauts gradés algériens. L'auto-défense. Certes moins aguerries que les groupes de « patriotes » armés opérant de l'Algerois à la Kabylie, des milices civiles, équipées sinon encadrées par l'armée, émergent non seulement de chaque maison, mais aussi de la campagne. Le discours du colonel Kayumba, chef d'état-major de l'APR, l'exacte réplique au mot près, de l'an-

les embuscades des terroristes islamistes. Il en va de même des plantations de bananeraies entre Ruhengeri et Gisenyi. Le visiteur étranger, lui, parcourt les secteurs à haut risque sous escorte militaire. Le soupçon. Au Rwanda comme en Algérie, des opposants accusent les militaires de perpétrer certains de ces massacres imputés aux rebelles. Hypothèse née à Kigali et à Alger avec une égale véhémence. O.V.H.

clenche une rafle, à laquelle une vingtaine d'hommes ne survivront pas. Là, on convoque tout un village sur la place du marché, avant de passer par les armes ceux qui n'ont pas daigné sortir de chez eux. Pis, il arrive que tel rescapé d'une tuerie attribuée aux infiltrés reconnaisse parmi les assassins un militaire de la garnison voisine. « L'armée s'en tient autant que faire se peut aux actions ciblées, soutient-on en haut lieu. Mais imaginez le soldat de base qui a perdu tous les siens dans le génocide : si les paysans du coin rechignent à lui avouer où se cache un infiltré, il ne posera pas trois fois la question. » Les coupables, martèle Kagame, sont poursuivis et châtiés. Du moins certains d'entre eux. Le 17 janvier, l'APR a fermement convié les habitants de Ruhengeri à assister, dans l'enceinte du stade, à l'exécution d'un sergent, meurtrier d'un vétérinaire dont il convoitait la moto. En revanche, la carrière des officiers mouillés naguère dans les carnages de Kibeho et Kanama – deux camps de réfugiés hutu – n'en aura guère été affectée.

La peur attise les rancœurs

« Le problème, concède avec candeur un jeune lieutenant, c'est la population. » On ne saurait mieux dire. A l'automne dernier, des clameurs ont accueilli sur le marché de Gitarama l'annonce – au demeurant infondée – du crash d'un des deux hélicoptères de combat Mi 24 de l'APR. Et l'on vit il y a peu à Ruhengeri, lors d'une réunion publique, un homme apostropher ainsi l'émissaire des autorités : « Vous nous invitez à dénoncer les infiltrés. Mais enfin, comment pourrions-nous trahir nos fils, nos frères, nos cousins ? » Faute de mieux, le régime s'accroche aux rares indices prometteurs : on souligne ainsi qu'à Nyamyumba, non loin de Gisenyi, la plupart des prisonniers libérés en force ont regagné le cachot communal. Là encore, reste à prouver que c'est bien le civisme, et non la peur, qui les aura guidés.

La peur ? Elle est ici chez elle. Elle mine les esprits, ronge le tissu social, attise les rancœurs. « Les massacres des infiltrés, constate un vieux routier de l'Afrique des Grands Lacs, ont réveillé chez les Tutsi la terreur existentielle. » Ils ont aussi creusé l'antagonisme entre Hutu et Tutsi. « Jamais le fossé n'a été si profond, constate en écho un prêtre quetté par le désespoir. Pas même au lendemain du génocide. » Ce qui menace aujourd'hui le Rwanda, c'est moins la rébellion hutu qu'une terrible ruption de haine ethnique. Là est la victoire des vaincus. ● V. H.



> chronique Alexandre Adler

Les Grands Lacs et la France

Il y a encore quelques mois, il pouvait sembler que les Tutsi des Grands Lacs, alliés fondamentaux du président ougandais, Yoweri Museveni, allaient dominer par la force de leurs armes et de leur diplomatie un gigantesque empire bantou englobant tout le bassin du Congo et les hauts plateaux d'Afrique orientale, des sources du Nil jusqu'à l'Atlantique. Afrique du Sud et Etats-Unis semblaient parrainer l'opération, dans une réconciliation étonnante du communisme africain et du capitalisme minier le plus traditionnel. Même les terribles massacres de représailles commis contre les Hutu du Rwanda réfugiés au Congo ne semblaient pas devoir entacher gravement l'emprise des guerriers tutsi sur le nouveau régime de Kabila à Kinshasa.

Il est vrai par ailleurs que ces massacres faisaient suite à l'abominable tuerie des civils tutsi au Rwanda par les restes de l'armée hutu du président Habyarimana en 1994. Le nouveau régime rwandais de Paul Kagame, ancien chef de la sécurité militaire du président ougandais, pense encore s'en tirer en développant une campagne de contre-propagande mettant en cause la responsabilité indirecte de la France dans ces massacres.

Mais en réalité, derrière cette façade, les craquements se font terriblement sentir. Au Rwanda, comme au Burundi voisin, les Tutsi prétendent en effet, avec moins de 20 % de la population, dominer 80 % des Hutu. Dans la province congolaise voisine du Kivu, ils exercent, au nom de Kabila, une autorité de fait qui est massivement rejetée par la population. Les attaques de plus en plus audacieuses de groupes armés hutu au Rwanda, au Burundi, parfois mixtes dans l'ouest de l'Ouganda (le Front de libération du Nil occidental), ainsi qu'au Kivu (l'insurrection des Mai-Mai), font peser une redoutable pression sur les deux régimes tutsi, et sur leur pro-

tecteur ultime, le président ougandais Museveni (lui-même marié à une princesse tutsi).

Plus grave encore, les militaires du Burundi, actuellement au pouvoir, qui pratiquent ouvertement une politique d'apartheid ethnique, se sont aliéné définitivement la bienveillance du sage de la région, l'ancien président tanzanien Julius Nyerere, lequel a toujours recherché, autrefois avec la France (l'accord d'Arusha, violé par Museveni et Kagame en 1994), les voies d'un compromis ethnique à dominante démocratique dans les deux pays, c'est-à-dire l'avènement de gouvernements à majorité hutu. Museveni, qui ne peut se permettre de défier en face le Mwalimu (Grand Instituteur) tanzanien, a donc fait mine, avec ses amis du Rwanda, d'abandonner à son sort le major Buyoya du Burundi, coupable de racisme explicite et qui a déjà subi, il y a quelques semaines, des tirs de semonce de l'artillerie tanzanienne. Mais tout le monde sait que la politique de réconciliation ethnique au Rwanda est largement affaire de propagande.

Enfin, à Kinshasa même, Kabila commence à se demander si l'heure ne serait pas venue de lâcher ses encombrants protecteurs tutsi. Il y a une solution de ratapage toute trouvée : renouer avec la France, qui appuie la nouvelle alliance dans l'Atlantique Sud du Congo-Brazzaville de Sassou Nguesso et du Gabon avec le nouveau protégé d'Elf-Erap que devient insensiblement l'Angola postcommuniste d'Edouardo Dos Santos.

Avant que de nouveaux et sanglants bouleversements interviennent, ne serait-il pas temps pour Museveni de négocier enfin sérieusement une réconciliation véritable avec son opposition armée dans son pays, et une meilleure entente avec la France et la Tanzanie, qui, en 1994, avaient pourtant ensemble tracé la voie d'une solution qui eût été bien moins coûteuse ? ●